



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/CA

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. INTISSEL des
prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à
WATTRELOS.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 autorisant la S.A. INTISSEL - siège social : BP 89 80202 PERONNE CEDEX - à augmenter la capacité de production et à étendre la capacité de stockage de son établissement de WATTRELOS (59393), Zone Industrielle de la Martinoire, rue Jacquart, B.P. 107 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 imposant à la S.A. INTISSEL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à WATTRELOS, Zone Industrielle de la Martinoire, rue Jacquart ;

Vu le dossier de notification de changement et de cessation partielle d'activités déposé par la S.A. INTISSEL le 31 mars 2010 ;

Vu le rapport du 15 février 2011 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 22 mars 2011 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

Les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2008 sont abrogées :

Article (arrêté du 23 octobre 2008)	Remplacé par (article du présent arrêté)
1.3	2
3.3	3
4.1	/
4.3	/
Annexe 1	/

Article 2 – Activités autorisées

2.1 : L'exploitant est autorisé à exploiter, sur le site visé à l'article 1.1, les installations suivantes :

RUBRIQUE	SEUILS DE CLASSEMENT	QUANTITE	CLASSEMENT
2915.1.a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l	Procédé de chauffage par fluide thermique porté à une température supérieure au point éclair. L'installation comprend 5 circuits de 600 litres de fluides : Ligne K4 : 1 générateur avec 2 circuits Ligne K5 : 1 générateur avec 3 circuits TOTAL : 3000 litres	A
2662.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 40 000 m ³ ;	Stockage de : - 250 m ³ de matières premières synthétiques - 20 m ³ de latex et résines en fûts de 30 à 200 litres et containers de 1 m ³ - 80 m ³ de poudres en sacs de 20 kg - 1500 m ³ de produits finis TOTAL : 1855 m ³	E

2311-1	La quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant : 2. Supérieure à 500 kg/j mais inférieure ou égale à 5 t/j	5 t/j	D
2661.1.b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	2 t/j	D
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	3 brûleurs de 0,35 MW pour les lignes d'enduction E1, E3, E4 soit 1,05 MW 1 brûleur pour la ligne E5 de 0,7 MW 1 chauffage de 0,89 MW Total : 2,64 MW	DC
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Réfrigération au R22 composée de 2 groupes froid d'une puissance totale de 157 kW et un groupe froid d'une puissance de 187 kW Compression d'air composée de 3 compresseurs de 2*125 kW et 57,4 kW Total : 808 kW	NC

La capacité de production est de 1300 tonnes de non-tissés par an.

2.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à enregistrement ou déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Seules les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables au stockage de polymères sont applicables aux installations relevant de la rubrique 2662.2 dans les délais requis dans ladite annexe.

Article 3 – Bassin de confinement des eaux en situation accidentelle

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 520 m³. Sa vidange suivra les principes imposés par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997.

Le confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 5 -

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de WATTRELOS,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WATTRELOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

28 AVR. 2011

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



